



PRECARITE ET EXCLUSION SOCIALE EN MILIEU RURAL : PROBLEMATIQUES ET INITIATIVES

Montreuillois : retour sur le séminaire du 4 juin 2019

Le 4 juin 2019, à l'initiative de l'association FIAC, de l'Uriopss Hauts de France, du Centre Socioculturel Intercommunal d'Hucqueliers, des Restaurants du Cœur, de la Croix Rouge, de la Mission Locale Montreuil Côte d'Opale et du Département du Pas-de-Calais, un séminaire a été organisée sur le thème « Précarité et exclusion sociale en milieu rural : problématiques et initiatives ». La commune de Maresquel-Ecquemicourt a ainsi accueilli durant toute la journée 150 participants, bénévoles, professionnels, élus locaux et habitants autour d'une même question : comment agir contre la pauvreté et l'exclusion sociale, au plus près des réalités de vie des personnes et des ressources locales ?

Le matin, deux premières interventions ont permis de mieux appréhender les spécificités, mais également l'hétérogénéité, des espaces ruraux, a fortiori lorsqu'il est question de pauvreté et de précarité.

En introduction des échanges, Célia INNOCENTI, géographe, a invité les participants à prendre un peu de recul par rapport aux représentations communément associées aux espaces ruraux : modes de vie, densité de population et urbanisation, industrialisation et activités agricoles, isolement géographique, social et fonctionnel, accessibilité des biens et services, déplacement des populations, etc. Illustrant son propos par des typologies et cartographies variées, elle a expliqué comment cette difficulté à définir de manière précise le rural limite la mise en visibilité, et donc la prise en compte de phénomènes tels que la pauvreté et l'exclusion.

Dans le même temps, l'impact du rural sur ces réalités sociales s'exprime pourtant de manière très concrète dans le quotidien des habitants, preuve en est l'éloignement des lieux d'accueil social des organismes publics. Si les politiques publiques, à l'instar de la récente stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, mettent l'accent sur le nécessaire ancrage territorial de l'action publique, l'effectivité sur les territoires ruraux est un enjeu majeur. Célia INNOCENTI a conclu son propos en ouvrant sur les approches de développement local et du faire ensemble.

L'intervention de Delphine LEGLISE, de l'INSEE Hauts de France, a permis d'objectiver certaines caractéristiques des espaces ruraux en région, à partir d'indicateurs tels que la distance entre le lieu de résidence et le lieu de travail, l'éloignement aux services de proximité, le taux de pauvreté, le taux de chômage, la pauvreté monétaire, etc.

D'autres aspects de la précarité sont toutefois à prendre en considération, à l'instar des conditions matérielles d'existence (notamment la qualité des logements), ou encore les opportunités de développement humain (parcours de formation, santé, culture et loisirs, etc.). Autant de dimensions sur lesquelles, les acteurs doivent œuvrer pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.



Se mobiliser contre la précarité et l'exclusion sociale à une échelle territoriale

La table ronde de la matinée a permis aux acteurs du territoire de croiser leurs regards et d'esquisser les réponses apportées pour faire face aux problématiques et aux situations d'exclusion.

L'inclusion par l'emploi

Marie BAVILLE, Sous-Préfète de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, rebondissant sur le témoignage de Cédric, 23 ans, ayant bénéficié de la garantie jeune et de l'aide au permis via la Mission Locale, souligne l'importance d'accompagner et de construire des parcours menant à un emploi durable. L'inclusion par l'emploi est un enjeu partagé par les acteurs du territoire.

Le Service Public de l'Emploi Local est un des leviers concourant à cet objectif, notamment par la coordination des acteurs de l'insertion par l'activité économique, l'accompagnement de projets spécifiques [caravane auto-école mobile], des aides pour lever les freins à l'emploi et à la mobilité. En complément, Freddy LEGRAND, Directeur de l'association Eureka, tout en soulignant le pouvoir d'agir et la volonté d'insertion des habitants, rappelle l'importance de renforcer l'interconnaissance des entreprises et des besoins en emploi.



L'aller vers pour plus de proximité

Sur ces points, Nathalie CHOMETTE, Directrice de la DDGS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale), réaffirme la volonté et l'engagement d'aller vers et d'encourager le développement d'équipes mobiles sur l'ensemble des territoires ruraux. Elle souligne l'opérationnalité des acteurs et des dispositifs (point conseil budget, femmes victimes, équipe mobile PAMELA (Point Accueil Mobile Ecoute Liaison Accompagnement), les référents de parcours, etc.) qui continuent à se démultiplier.

La mobilité au cœur des préoccupations

Annie DEFOSSE, Conseillère Régionale Hauts de France et élue à la CCPHM (Communauté de Communes du Haut-Pays du Montreuillois), témoigne de l'engagement des institutions pour lever les freins à la mobilité tant au travers d'aides financières, que de l'adaptation et de la modulation de bus, mais aussi d'une démarche d'auto-stop connecté via une application. La mobilité est au cœur des préoccupations des intercommunalités et un enjeu pour le maintien et le développement des territoires ruraux. Sur ce point, Yasmina DARBELET, chargée de mission au Conseil Régional, précise le rôle de l'Economie Sociale et Solidaire comme levier complémentaire.

Les politiques de peuplement

L'intégration des populations citadines, qui viennent vivre en milieu rural, est un paramètre essentiel dans les dynamiques territoriales tant pour faciliter le développement que pour anticiper d'éventuelles situations d'exclusion. La vie est

plus « rude » en milieu rural [transport, loisirs, commerces, scolarité, etc.] avec des coûts supplémentaires qui ont de fait une incidence sur le budget des ménages.

La contractualisation pour piloter et fédérer

Blandine DRAIN, Conseillère Départementale, souligne l'avancée de la contractualisation entre le Département du Pas-de-Calais et les intercommunalités sur des enjeux comme l'errance administrative, l'accueil social inconditionnel de proximité, l'éducation et l'accompagnement numérique. Elle fait le lien également avec les sept axes du SDAASP (Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public) qui concourent à renforcer l'accessibilité des territoires ruraux.

Les services à la population pour vivre en ruralité

Numérique, santé, culture, loisirs, éducation, commerces et services, emploi et activité économique, déplacement, etc., constituent un panel de services concourant au bien-être de la population. Ils touchent au quotidien des habitants, tant dans leurs activités personnelles que professionnelles, et contribuent à la cohésion sociale et territoriale des zones rurales.

Pour des politiques publiques plus proches des territoires

Même s'il existe des actions opérantes pour concourir à l'inclusion sur le territoire, les témoignages nous amènent à constater qu'il y a de véritables problématiques de pauvreté qui prennent des formes particulières et concentrent des spécificités en termes de logement, d'emploi, de santé, de mobilité, d'accès aux droits. Pour l'association FIAC et l'Uriopss Hauts de France, il semble nécessaire de porter ces enjeux collectivement auprès des décideurs afin qu'ils soient intégrés dans les politiques publiques à venir.

Nul doute que la démarche engagée, à la lumière des nombreux échanges et témoignages, amènera les participants à prolonger les échanges dans le cadre de rencontres thématiques. In fine, et unanimement, les intervenants s'accordent sur le fait que la lutte contre l'exclusion sociale passe par la mobilisation de tous.



Synthèse des ateliers

Atelier mobilité

Attentes/Besoins	Leviers
Faciliter l'accès à l'information (aides et offres en mobilité)	→ Location de véhicules (voiture, scooter, vélos à assistance électrique, etc.)
Développer les transports en commun (nombre, continuité, adaptation des horaires, etc.)	→ Covoiturage
Favoriser la pratique du vélo (aménagement continu et sécurisés)	→ Bus à 1 euro et transport à la demande
Renforcer l'accessibilité pour tous (matériel, tarifs, etc.)	Pistes d'actions
	→ Développer l'accès aux bus (horaires atypiques, meilleure desserte, transports scolaires)
	→ Sensibiliser et éduquer à la mobilité dès le plus jeune âge (lever les freins psychologiques)
	→ Augmenter le maillage du réseau cyclable (plus de stationnement vélo, bornes de recharge, aménagements sur voirie, etc.)
	→ Développer des actions innovantes pour l'accès au permis de conduire

Atelier fracture numérique

Attentes/Besoins	Leviers
Sensibiliser et inciter les habitants à développer leurs connaissances sur le numérique et son utilisation	→ Sensibiliser et accompagner les habitants dans leurs démarches administratives dématérialisées avec l'objectif de les rendre autonomes
Promouvoir les différents outils existants et modalités d'accompagnement	→ Communiquer sur tous les dispositifs existants
Développer des lieux dédiés au numérique accessibles et gratuits	→ Développer plus de points d'accès au numérique dans les zones rurales
Simplifier les démarches pour inciter l'utilisateur à effectuer ses demandes en ligne et d'accéder à l'autonomie	→ Proposer l'archivage des données dans un coffre-fort numérique
	Pistes d'actions
	→ Mettre en place une journée obligatoire « d'information civique et numérique » pour les jeunes
	→ Développer des campagnes d'information auprès des étudiants et au sein des organismes de formation du travail social
	→ Alimenter la cartographie où sont déjà recensés 1500 lieux de médiation numérique
	→ Rendre les sites plus attractifs, ergonomes, épurés notamment les sites de la CAF, des impôts, etc.
	→ Multiplier l'usage du mot de passe unique pour toutes les démarches administratives
	→ Continuer à créer des outils : oups.gouv.fr , les aidants connect, etc.

Atelier exclusion sociale et isolement

Attentes/Besoins	Leviers
Prendre conscience de l'impact psychologique de l'isolement et de la précarité sur l'estime de soi.	→ Les partenariats sont une force sur le territoire facilitant la continuité des parcours
Renforcer l'action des communes et des communautés de communes afin qu'ils soient des relais	→ Des actions innovantes sont proposées pour travailler sur l'estime de soi.
Favoriser l'interconnaissance des acteurs du territoire rural et renforcer la coordination interinstitutionnelle / inter-partenaire	→ Des initiatives sont développées par rapport à la mobilité
Assurer les liaisons afin de faciliter la continuité des parcours	Pistes d'actions
Favoriser le lien social et la mobilité en milieu rural	→ Mutualiser les moyens et actions entre les partenaires pour faciliter l'aller-vers les habitants en sortant des cadres habituels
	→ Développer des points d'accès uniques au sein desquels l'ensemble des partenaires sont représentés
	→ Renforcer la continuité de l'accompagnement social via l'interconnaissance et le maillage territorial des acteurs de l'inclusion sociale
	→ Décloisonner les acteurs et mettre en place des lieux d'actions communs qui favoriseront les liens, les rencontres, l'intergénérationnel, etc.
	→ Informer et sensibiliser les mairies afin qu'elles puissent être des relais éclairés en milieu rural
	→ Redynamiser les personnes afin qu'elles redeviennent les « forces-vives » du territoire où elles habitent

Perspectives 2020 - 2021

Le Montreuillois est un territoire diversifié et composé d'acteurs qui interviennent en milieu rural. De Fruges à Montreuil, en passant d'Hesdin à Hucqueliers, ils agissent au cœur de la ruralité. Ces professionnels et bénévoles, par leurs actions, favorisent l'inclusion des personnes en situation de fragilités, tant en matière d'accompagnement social, d'insertion par l'emploi, d'accès à la santé et plus largement contribuent au développement social local. Les apports d'expertises et les échanges, tout au long de la journée, montrent bien que le rural est traversé par les mêmes caractéristiques et processus d'exclusion que les autres territoires. Toutefois la ruralité peut amplifier certaines caractéristiques comme la difficulté de mobilité, l'isolement géographique et le repli sur soi. L'isolement social lié à des processus de stigmatisation accentue la pauvreté et enferme les personnes sur les territoires.

Ce séminaire de travail a été une formidable opportunité et a mis en exergue les énergies locales. On peut le traduire au travers de la logique de développement social local qui témoigne de la possibilité de libérer les capacités de personnes souvent définies négativement par les constructions sociales. La mise en réseau et une approche de développement territoriale engagent à construire des réponses où l'action sociale trouve une place à part entière dans un projet politique de territoire. La pauvreté en milieu rural nous amène à poser l'action du travail social et du partenariat comme une des composantes en faveur du projet politique locale.

Pour conclure, l'association FIAC et l'antenne littoral de l'Uriopss, à la lumière des interventions et contributions, ont la volonté avec les partenaires du territoire de poursuivre la dynamique engagée autour de 3 thématiques :

Agir sur les problématiques de santé mentale

Il nous paraît nécessaire d'avoir une réflexion sur la question de la santé mentale, de ses contours, des moyens de sa prise en charge. Ainsi une approche en termes plus qualitative de recueil de récit de vie doit nous permettre d'éclaircir des notions, des amalgames et des parcours. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la démarche d'élaboration du Projet Territorial de Santé Mentale, tant pour y contribuer que pour impulser localement des temps d'échanges et de réflexions. Cette démarche s'inscrit en lien avec les synergies existantes et sera déclinée localement au premier semestre 2021.

Lutter contre les violences conjugales

Les orientations gouvernementales et les préoccupations territoriales sur la thématique des violences conjugales nous amènent à renforcer la dynamique partenariale autour de la connaissance

et l'interconnaissance des acteurs en vue de mieux repérer, orienter et accompagner les victimes. Pour ce faire, un réseau dédié sera déployé afin d'assurer une prise en charge dans la proximité.

Interpeller les élus locaux

Des lois de décentralisation à la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), le territoire est au cœur des préoccupations de nos édiles, les territoires ruraux n'y font pas exception. Nous allons engager en 2021 un travail d'interpellation des élus, afin de porter des constats et des propositions. La mobilité et l'accès au numérique restent des enjeux pour les territoires ruraux. Cette action s'inscrit en concertation avec les partenaires souhaitant s'engager à nos côtés, et reprendra les principaux points débattus durant le séminaire, afin d'en faire un plaidoyer local pour mieux habiter et vivre en ruralité.

Documents complémentaires

Supports de présentations, synthèses détaillées des ateliers, synthèse de l'enquête de satisfaction, liens vers des ressources numériques :

- [Supports et synthèses](#)
- [Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public \(SDAASP\)](#)
- [Pacte des Solidarités et du développement social](#)

Ce séminaire a été organisé par le FIAC et l'URIOPSS Hauts de France, et est le fruit d'un travail partenarial

